

Les socialistes et l'Europe

XIX^e-XX^e siècles

Fabien CONORD

RÉSUMÉ

L'Europe constitue pour les socialistes une aire de pratiques politiques autant qu'un horizon idéologique. Les chemins de l'exil et les congrès internationaux font du continent un espace vécu. Ce territoire est ensuite pensé comme un lieu du politique mais l'intégration européenne divise profondément les socialistes, même si plusieurs de leurs leaders sont des figures de proue de la construction européenne. Les partis septentrionaux notamment font montre de réticences à se fondre dans l'espace communautaire, jugé trop libéral.



Protestation des membres socialistes et démocrates du parlement européen

Comme les autres familles politiques, les socialistes sont amenés à se déterminer depuis le milieu du XX^e siècle sur l'édification d'une Europe unie. L'originalité de ce courant réside dans le fait que le continent constitue pour eux, dès le XIX^e siècle, une aire de pratiques politiques autant qu'un horizon idéologique.

Un espace vécu

L'une des caractéristiques de la famille politique socialiste telle qu'elle se structure au XIX^e siècle est sa dimension

transnationale, exprimée dans la formule « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ». Les socialistes forment successivement plusieurs Internationales qui, en dépit de leurs ambitions mondiales, constituent jusqu'aux années 1980 essentiellement des clubs européens. Le Bureau socialiste international siège longtemps à Bruxelles, forme de capitale européenne du socialisme au début du xx^e siècle.

Outre la circulation intellectuelle engendrée par la tenue régulière de congrès internationaux, le vécu européen des socialistes est composé d'itinéraires militants souvent conduits sur le chemin de l'exil. Au xix^e siècle, les militants socialistes, révolutionnaires avérés ou fantasmés, sont persécutés dans de nombreux pays. Ils se réfugient souvent dans d'autres États, le Royaume-Uni principalement où est fondée en 1864 l'Association internationale des travailleurs et où Karl Marx rédige l'essentiel de son œuvre. Dans les années 1880, la Suisse abrite l'appareil du parti social-démocrate allemand interdit par Bismarck. Les communards français réduits au départ se retrouvent au Royaume-Uni ou en Belgique. La généralisation des régimes autoritaires dans l'Europe de l'entre-deux-guerres provoque une deuxième vague de réfugiés, qui culmine pendant la Seconde Guerre mondiale lorsque Londres réunit la plupart des leaders socialistes européens, dont le Belge Camille Huysmans qui tente de faire vivre l'Internationale. D'autres militants trouvent refuge en Scandinavie, où ils s'imprègnent du modèle suédois : c'est le cas de l'Allemand Willy Brandt et de l'Autrichien Bruno Kreisky. Pendant les années 1970, Felipe González accède à la tête du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en exil en France et Mário Soares du Parti socialiste portugais en RFA. Dans ces deux derniers cas, l'expérience crée une familiarité avec la construction européenne qui débouche sur un horizon d'attente, inégalement partagé selon les pays.

Un horizon d'attente ?

Internationalistes, les socialistes européens pratiquent l'Europe sans nécessairement penser cette échelle, même si quelques jalons sont repérables dans les années 1920 : Léon Blum s'engage au sein du Mouvement paneuropéen, le Parti social-démocrate allemand (SPD) envisage des États-Unis d'Europe. Un Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe naît en 1947. L'intégration européenne interroge et divise néanmoins les socialistes, même si le maintien de la paix et l'introduction d'une dose de supranationalité sont compatibles avec leurs aspirations. Les neutralistes (tels le travailliste britannique Aneurin Bevan et le Parti socialiste italien) hostiles à la logique des blocs dictée par la guerre froide refusent l'intégration politique et militaire de l'Europe occidentale. Le rôle des catholiques dans le processus communautaire, qu'illustre l'expression « Europe vaticane », est source de méfiance. Ces sentiments expliquent que, en dépit de l'adhésion de nombreux dirigeants au projet européen (Paul-Henri Spaak ou Guy Mollet), les parlementaires socialistes se divisent fréquemment sur le vote des traités qui instaurent - ou non - les différentes Communautés.

En 1951, les socialistes allemands, britanniques, italiens et scandinaves s'opposent à la création de la Communauté économique du charbon et de l'acier (CECA) que soutiennent leurs homologues belges, français et néerlandais, même si plusieurs députés socialistes belges choisissent l'abstention, par crainte de voir se détériorer la situation des mineurs. La Communauté européenne de défense (CED) est combattue par le Parti social-démocrate allemand, un tiers des députés socialistes belges et 53 députés SFIO en France (quand 50 seulement défendent le traité). L'adoption des traités de Rome en 1957 est plus consensuelle. Les députés socialistes français les approuvent à l'unanimité. Les sociaux-démocrates allemands se rallient à la construction européenne dans un processus qui les conduit au congrès de Bad Godesberg. Le Parti socialiste italien s'abstient sur la mise en place du Marché commun mais vote pour Euratom. Sa fusion avec le Parti socialiste démocrate italien (PSDI) en 1966 renforce son orientation européenne. La même année, Willy Brandt devient ministre des Affaires étrangères de la RFA dans le cadre de la grande coalition avec l'Union chrétienne démocrate (CDU).

L'élargissement des années 1970 à l'Europe du Nord se heurte au scepticisme voire à l'hostilité de plusieurs partis socialistes qui craignent un affadissement des modèles sociaux élaborés durant les années 1930. Les sociaux-démocrates danois se rallient majoritairement au processus d'adhésion mais de nombreux travaillistes norvégiens

contribuent à son rejet lors du référendum de 1972. La même année, le parti travailliste irlandais appelle à voter contre l'entrée dans le Marché commun. En 1975, le congrès du Labour se divise lors du référendum organisé sur le maintien du pays, et les plus européistes fondent dans les années 1980 le Parti social-démocrate. L'Europe unie constitue en revanche un espoir pour les socialistes méridionaux dont les pays s'émancipent de leurs dictatures au milieu des années 1970. C'est Mário Soares qui dépose en 1977 la demande d'adhésion du Portugal à la Communauté économique européenne. Son camarade espagnol Felipe González partage les mêmes convictions. La situation est plus complexe en Grèce où le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) pourfend l'adhésion en 1981 mais s'y rallie après son arrivée au pouvoir.

Une réalité qui divise et déçoit

La mise en place d'un système intégré depuis les années 1950 constitue un nouvel espace politique qui englobe peu à peu la grande majorité du continent européen (28 pays depuis 2013) et contraint les socialistes des différents États à se mouvoir au sein de règles communes. Ces dernières peuvent apparaître comme contraires aux espoirs nourris par les militants. Il en va ainsi en 1983 où le tournant de la rigueur opéré par le gouvernement français issu de l'alternance de 1981 est largement motivé par la volonté exprimée par François Mitterrand et Pierre Mauroy de respecter les engagements européens de la France. La critique sociale du processus communautaire est exprimée dès 1974 par le socialiste néerlandais Sicco Mansholt, pourtant acteur majeur de la construction européenne (il fut de 1958 à 1973 commissaire à l'Agriculture puis vice-président et enfin président de la Commission européenne), qui regrette que l'on fasse « l'Europe des grosses entreprises, des sociétés multinationales, des monopoles » plutôt que celle des citoyens.

Les reproches et regrets formulés au sujet d'un contenu social jugé trop insuffisant alimentent de multiples refus. Au Danemark, les sociaux-démocrates s'opposent à l'Acte unique en 1986 et le Parti socialiste populaire fait campagne pour le non lors du référendum qui rejette le traité de Maastricht en 1992. En France, une tendance réticente se fait entendre à travers les courants animés par Jean-Pierre Chevènement, puis elle s'élargit : en 2005, des dirigeants tels que Laurent Fabius ou Jean-Luc Mélenchon, qui avaient voté oui au référendum de 1992, appellent à s'opposer au Traité constitutionnel européen.

L'Europe des socialistes est donc d'abord un espace vécu plus que pensé. La construction communautaire rencontre leur adhésion ou suscite leur crainte, selon un double gradient géographique (des réticences nordiques aux espoirs méridionaux) et organisationnel (les dirigeants y sont plus favorables que les militants). Un peu partout, les critiques contrastent avec le comportement finalement légitimiste des socialistes au pouvoir, contribuant ainsi à nourrir une ambiguïté qui s'inscrit plus largement dans la tension entre idéologies et pratiques au sein du mouvement socialiste.

BIBLIOGRAPHIE

BERGOUNIOUX, Alain, GRUNBERG, Gérard, *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au xx^e siècle*, Paris, De Fallois, 1996.

DELWIT, Pascal, *Les partis socialistes et l'intégration européenne. France, Grande-Bretagne, Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1995.

DREYFUS, Michel, *L'Europe des socialistes*, Bruxelles, Complexe, 1991.

SASSOON, Donald, *One Hundred Years of Socialism: the West European Left in the Twentieth Century*, London, New York, I.B. Tauris Publ., 1996.

Source URL:

<https://ehne.fr/encyclopedie/thématiques/l'europe-politique/les-modèles-politiques-pour-faire-l'europe-depuis-l'époque-moderne/les-socialistes-et-l'europe>